ANNE-LAURE SAIVES

UQAM, Montréal

ENTRETIEN

Légitimité, déviance, délits

Le chercheur en management interpellé ?

Entretien avec Pierre Cossette¹

Dans cette entrevue, Pierre Cossette revient sur les résultats de son étude sur les perceptions de l'inconduite en recherche parmi les enseignants-chercheurs francophones des universités québécoises. Si les répondants de l'étude ne prennent pas à la légère les questions de l'intégrité en recherche, de ses causes et de ses solutions, le consensus est cependant loin d'être établi sur ces questions. De fait, le débat sur la légitimité et l'intégrité ne concerne pas seulement les praticiens en entreprise mais aussi les chercheurs en management...

DOI: 10.3166/RFG.183.251-255 © 2008 Lavoisier, Paris

1. Pierre Cossette est professeur titulaire à l'École des sciences de la gestion de l'université du Québec à Montréal. L'épistémologie, la méthodologie et les théories de l'organisation sont au cœur de ses intérêts de recherche et d'enseignement. Il est l'auteur de l'ouvrage *L'inconduite en recherche. Enquête en sciences de l'administration*, publié par les Presses de l'université du Québec en 2007.

Selon Pierre Cossette, dans tous les types d'organisations, il y a des individus qui inventent des chiffres ou des événements, qui falsifient des rapports, qui signent ou cosignent des documents auxquels ils ont peu ou pas contribué, qui évaluent de façon biaisée des dossiers particuliers ou qui adoptent d'autres conduites douteuses sur le plan éthique. Les établissements universitaires n'échappent pas à cette réalité inquiétante. Et dans ce milieu, rien ne permet de croire que les chercheurs en gestion soient d'une pureté exemplaire à cet égard.

Anne-Laure Saives. *Les chercheurs en management sont-ils malhonnêtes ? Tricheurs ?*

Pierre Cossette. Probablement pas plus que les dirigeants des entreprises. Probablement pas moins non plus... Mais la réponse à cette question dépend peut-être beaucoup de la façon dont on définit l'inconduite en recherche. Pour mon enquête, j'ai retenu la définition suivante : « Toute conduite *délibérée* allant, sur le plan éthique, à l'encontre des règles plus ou moins explicites que se donne une communauté de chercheurs, à un moment donné et en un lieu particulier, relativement au comportement à adopter entre la préparation d'un projet de recherche et la publication de ses résultats ». Cette définition exclut les « erreurs » scientifiques, y compris celles qui sont commises par incompétence, ainsi que, entre autres, la mauvaise conduite du chercheur qui ne serait pas en lien avec la connaissance elle-même (par exemple, le harcèlement et autres abus de pouvoir dont seraient victimes certains étudiants ou assistants de recherche).

Quels sont les principaux délits commis par ces chercheurs ?

Bien sûr, il y a des fautes généralement considérées comme très graves – fabriquer ou falsifier des données, plagier – et qui, le plus souvent, sont associées à la *fraude* scientifique et même à d'éventuelles poursuites légales. Mais il y a aussi des « accroc » à l'éthique scientifique, c'est-à-dire des comportements habituellement jugés moins répréhensibles ou encore dont le niveau de gravité ne fait pas toujours l'objet d'un large consensus dans notre communauté scientifique ; parmi ceux-là se trouvent l'autoplagiat – un véritable fléau, à mon avis –, les publications fragmentées (c'est-à-dire publier plusieurs petits articles plutôt qu'un seul plus substantiel à partir des résultats d'une seule recherche), les soumissions multiples simultanées, la multi-signature abusive, le déni de contribution et la mise en ordre inéquitable des noms des auteurs.

En fait, conformément à la définition présentée plus haut, il faut reconnaître et rappeler le caractère construit, spatiotemporel et intersubjectif de la notion d'inconduite en recherche. Si certaines conduites sont quasi universellement condamnées dans la communauté des chercheurs en management, « péchés mortels » et « péchés véniels » ne sont pas toujours perçus de la même façon par tous. Notre enquête, menée auprès de 136 collègues universitaires, montre par exemple que tous les professeurs de gestion au Québec considèrent l'invention de données comme « très » grave, voire « extrêmement » répréhensible, bien que 9 % d'entre eux estiment que cette pratique serait tout de même « moyenne-ment » ou « très » répandue. Dans la même

veine, près de 89 % des collègues considèrent le plagiat comme au moins « très » répréhensible lorsqu'il porte sur les *mots* mêmes utilisés par un autre chercheur, un pourcentage qui tombe à environ 74 % quand il s'agit de l'appropriation des *idées* des autres. De plus, près de 50 % des répondants jugent que cette inconduite est au moins « moyennement » répandue dans le premier cas, et plus de 70 % ont la même perception dans le second cas. Si ces résultats sur la fréquence attribuée au plagiat reflétaient bien la réalité des choses, ce serait vraiment troublant. Reconnaître la contribution de l'autre à sa propre pensée ou à sa recherche constitue non seulement un geste d'humilité important mais aussi un impératif d'ordre éthique.

Mais, d'une certaine façon, ce que je trouve peut-être le plus inquiétant, ce sont les « accrocs » à l'intégrité en recherche, parce qu'ils me semblent très fréquents et qu'on leur accorde trop peu d'attention. Par exemple, selon moi, c'est tromper le lecteur que de lui laisser croire qu'une contribution est fondamentalement nouvelle alors qu'elle a déjà fait l'objet d'une publication dans une revue, dans les actes d'un colloque ou ailleurs ; c'est de l'autoplégat, et cette absence de transparence explique notamment pourquoi certains congrès sentent tellement le « réchauffé ». Soumettre simultanément le même texte en vue de participer à différents congrès, sans en informer explicitement le lecteur, me paraît également être une conduite répréhensible parce que ce comportement a pour effet de mobiliser de nombreuses ressources qui sont déjà surexploitées, en particulier les évaluateurs qui doivent commenter ce texte... Que dire aussi des chercheurs qui acceptent le statut d'auteur ou de coauteur d'un article sans y

avoir contribué de manière significative sur le plan des idées ? Bien sûr, chacun a une conception particulière de ce qu'est une contribution *significative*...

Dans mon enquête, les « moyennes » obtenues indiquent que les répondants jugent ces conduites comme étant clairement répréhensibles. Elles seraient aussi plutôt répandues... Mais, dans les deux cas, le consensus tel que mesuré par l'écart type à la moyenne, n'est pas très élevé. On peut donc certainement croire qu'il est temps que ces questions soient discutées en profondeur dans notre communauté scientifique et qu'on se donne éventuellement une vision commune de l'intégrité et de l'inconduite en recherche.

Ces perceptions sont-elles les mêmes ailleurs qu'au Québec ?

Avec la mondialisation des échanges que permettent les nouvelles technologies d'information et la multiplication des congrès internationaux, j'aurais tendance à penser qu'un large consensus commence à émerger. Les règles informelles avec lesquelles fonctionne la communauté scientifique des chercheurs en gestion sont encore loin de faire l'unanimité, mais les choses s'améliorent à mon avis.

Qui est responsable : l'auteur ou le système ? Pourquoi y a-t-il des chercheurs qui se comportent de manière douteuse sur le plan éthique ?

La personnalité du chercheur ou le système, ou les deux ! La compétition qui règne dans les milieux scientifiques ne semble pas épargner les sciences de gestion. D'après la revue de littérature que nous avons menée, la compétition pour l'accès aux fonds de recherche, la professionnalisation de la

recherche, la tendance à l'évaluation des chercheurs par le nombre de leurs publications, un élitisme ambiant favorisant peut-être les chercheurs reconnus dans les processus d'évaluation, la fragilité du « tissu moral » de la communauté universitaire et sans doute le sentiment d'une faible probabilité d'être démasqué sont quelques-unes des raisons avancées pour ces inconduites. Dans mon enquête réalisée au Québec, les principales causes attribuées à l'inconduite sont en lien étroit avec l'atteinte du succès professionnel (obtention d'une bonne évaluation en vue de la permanence ou d'une promotion, obtention de fonds de recherche, prestige, etc.). Mais il ne faut surtout pas déresponsabiliser le chercheur : la pression qu'il subit ne peut pas constituer une excuse valable à l'inconduite. D'ailleurs, il y cède parfois sans pression ! En effet, près de 62 % de nos répondants au Québec jugent que les inconduites peuvent aussi être « très » ou « énormément » liées à l'absence de valeurs morales ou éthiques invitant au respect de l'intégrité en recherche et 55 % estiment que la conviction que « tout le monde le fait » dédouane un certain nombre de chercheurs d'un sentiment de responsabilité de leurs actes en la matière.

Dans ces circonstances, que faut-il faire pour améliorer la situation quant à l'intégrité en recherche ?

Adopter une approche à la fois préventive et répressive. Les résultats de mon enquête indiquent d'abord sans ambiguïté qu'il faudrait faire primer la *qualité* des publications sur leur *quantité* lors de l'évaluation et accorder une plus grande importance à l'intégrité en recherche lors de la formation des étudiants de doctorat. Mais il ne faut

surtout pas écarter les mesures répressives. Entre autres choses, l'absence de telles mesures ne contribue pas à la prévention de l'inconduite en recherche... On devrait aussi encourager les chercheurs à dénoncer l'inconduite dont ils sont témoins ou victimes. Là-dessus, je partage l'avis de certains auteurs qui considèrent que c'est même un *devoir* des membres d'une profession, une disposition qu'on retrouve d'ailleurs dans la plupart des codes de déontologie. Une communauté professionnelle forte est certainement redevable à celles et ceux qui ont le courage de dénoncer l'inconduite et les chercheurs qui s'en rendent coupables. Par contre, comment « gérer » cette dénonciation de l'inconduite dans notre communauté scientifique ? Pas facile... Intéressant de lire à ce propos le code de déontologie dont s'est dotée l'Academy of Management en février 2006 (*Code of Ethics* disponible en ligne sur leur site) et qui propose des principes *idéologiques* (*aspirational principles*) reflétant les idéaux de ce corps académique, des éléments *éducatifs*, qui visent à informer sur ce qu'est l'inconduite (entendue au sens large par l'AOM) ainsi que des éléments *régulateurs* pour traiter de cas concrets et de plaintes. Notons que l'AIMS envisage de se doter d'un tel code de déontologie.

En bref, prévenir, surveiller et punir. Mais comment punir ?

La sévérité des sanctions est discutable et discutée. Faut-il informer l'employeur, les organismes subventionnaires, les associations scientifiques, les employeurs potentiels ? Le congédiement est souvent perçu comme une mesure trop radicale. Mais le bannissement plus ou moins temporaire d'une association savante, par exemple, est

un signal fort pour le fautif... et pour les autres membres de l'association, même si l'information est anonyme. Cela dit, il existe très peu d'informations sur les « punitions » dans les cas d'inconduite; la discrétion est généralement de mise, à tort ou à raison...

Pour conclure ?

Le feu n'est pas encore pris, mais il y a des étincelles ! À l'intérieur de notre communauté de chercheurs, il est essentiel de dis-

cuter davantage d'intégrité en recherche, d'écrire à ce propos et de faire de la recherche sur l'inconduite. Toutes ces questions d'ordre éthique méritent bien qu'on leur consacre beaucoup d'attention. Comme je l'écrivais en terminant mon ouvrage : « Là comme ailleurs, les zones grises tendent à donner des idées noires à ceux dont l'âme n'est pas tout à fait blanche » ! Tout n'est pas rose, mais avant de voir rouge, il faut surtout éviter de se fermer les yeux...